



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

6 février 2015

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 5 mars 2015.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- Page 4

◆ **Marché du travail**

- Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
- Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- Page 12 : taux de chômage (Insee)

◆ **Emploi**

- Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- Page 14 : évolution récente de l'intérim
- Page 15 : évolution récente de l'emploi salarié

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- Page 17 : activité partielle
- Page 18 : procédures de licenciement collectif

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En décembre 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +0,1 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,2 % en France métropolitaine. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits progresse de +0,8 % dans la région et en France métropolitaine.

En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,5 % en Île-de-France et à +6,4 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, la demande d'emploi des hommes augmente de +0,6 % tandis que celle des femmes augmente de +1,0 %. Sur un an l'évolution reste plus favorable pour les demandeuses d'emploi (+6,1 % pour les femmes contre +6,9 % pour les hommes), mais l'écart entre les deux évolutions continue de se réduire et la tendance semble même s'être inversée au cours des derniers mois.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC augmente au mois de décembre un peu plus fortement en Île-de-France (+0,8 %) qu'en France métropolitaine (+0,5 %). Le nombre de demandeurs d'emploi seniors augmente à un rythme soutenu en région francilienne comme en France métropolitaine.

Au troisième trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre, après avoir stagné durant trois trimestres.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au 3^{ème} trimestre 2014 en Île-de-France (+0,1%) tandis qu'il diminue en France métropolitaine (-0,4 %). L'intérim est en légère baisse d'août à octobre par rapport aux trois mois précédents (-1,7 %), du fait d'une diminution très marquée dans la construction (-8,9%).

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de décembre 2014, le nombre d'heures d'activité partielle autorisées atteint un niveau très élevé, jamais observé depuis septembre 2009. 60 % de ces heures concernent la construction et en premier lieu le génie civil. En décembre 2014, le nombre d'emplois menacés par des procédures de licenciement collectif demeure à un niveau bas, comme ce fut le cas tout au long du second semestre.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de décembre 2014

En décembre 2014, la demande d'emploi de catégorie A augmente en Île-de-France de +0,1 % après correction des variations saisonnières. Elle augmente de +0,2 % en France métropolitaine.

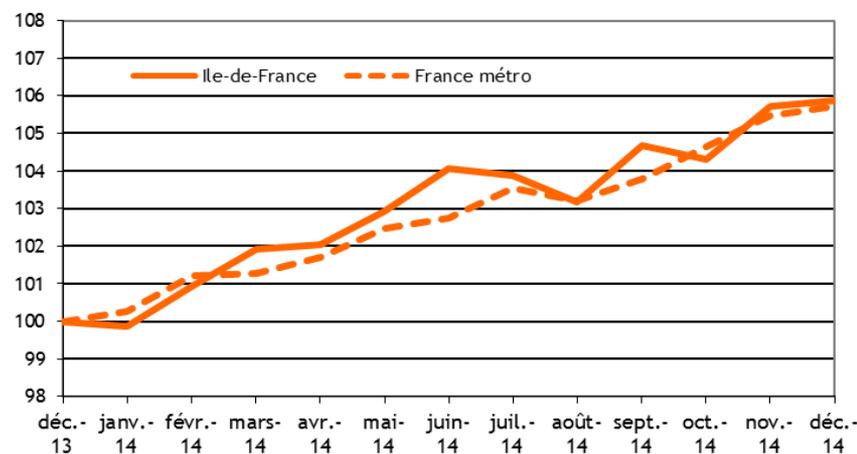
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +0,8 % dans la région ainsi qu'en France métropolitaine.

Sur un an, la hausse en catégorie A s'élève à +5,9 % en Île-de-France et +5,7 % en France métropolitaine. Pour la catégorie ABC, l'augmentation atteint +6,5 % en région francilienne et +6,4 % au niveau national.

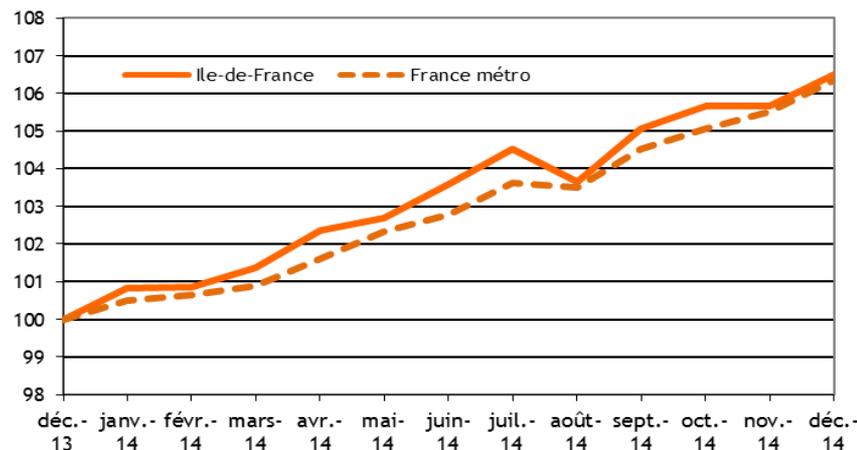
L'Île-de-France et la France métropolitaine connaissent des évolutions similaires ce mois-ci, avec la demande d'emploi de catégorie A qui augmente peu, tandis que la progression est plus marquée lorsqu'on prend en compte les demandeurs exerçant une activité réduite (catégories A, B et C). On aboutit au même constat lorsqu'on s'intéresse à la variation sur un an.

Décembre 2014	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	661 390	3 496 400	0,1	0,2	5,9	5,7
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	923 330	5 218 200	0,8	0,8	6,5	6,4

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en décembre 2013)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en décembre 2013)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de décembre 2014

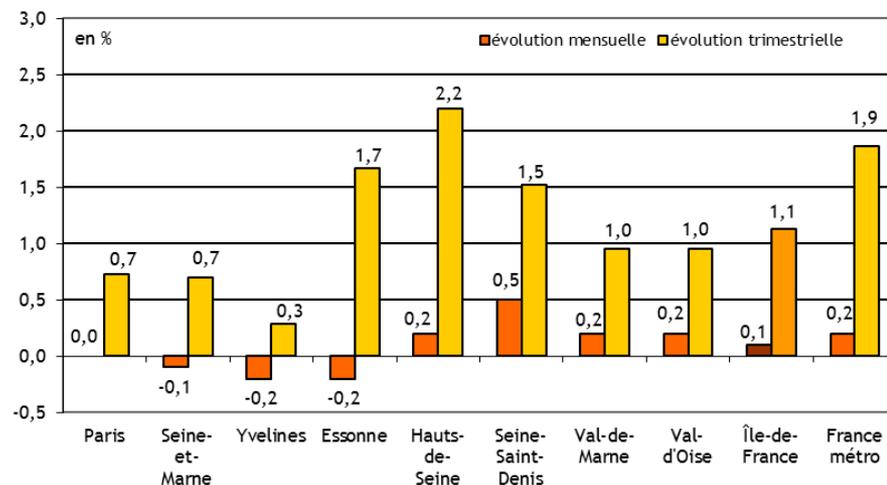
En décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de +0,5 % en Seine-Saint-Denis et de +0,2 % dans les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Il reste stable à Paris, tandis qu'il recule légèrement dans les autres départements.

En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi progresse dans tous les départements franciliens, allant de +0,5 % en Essonne jusqu'à +1,1 % dans le Val-d'Oise.

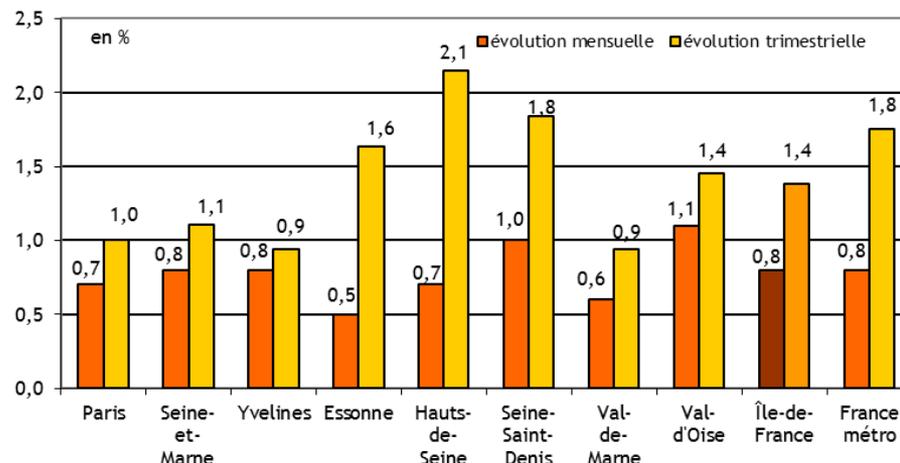
Sur trois mois, le nombre de demandeurs en catégorie A augmente de +1,1 % en Île-de-France et de +1,9 % au niveau national. La hausse est particulièrement soutenue dans les Hauts-de-Seine, en Essonne et en Seine-Saint-Denis.

En catégorie ABC, l'augmentation sur les trois derniers mois atteint +1,4 % en région francilienne et +1,8 % en France métropolitaine. Les trois départements précédemment cités sont de nouveau les plus affectés par la hausse.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	133 590	0,0	196 610	0,7
Seine-et-Marne	65 090	-0,1	92 620	0,8
Yvelines	62 370	-0,2	87 170	0,8
Essonne	56 580	-0,2	80 180	0,5
Hauts-de-Seine	79 960	0,2	109 970	0,7
Seine-Saint-Denis	118 880	0,5	158 900	1,0
Val-de-Marne	73 880	0,2	100 580	0,6
Val-d'Oise	71 040	0,2	97 300	1,1
Île-de-France	661 390	0,1	923 330	0,8
France métropolitaine	3 496 400	0,2	5 218 200	0,8

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de décembre 2014

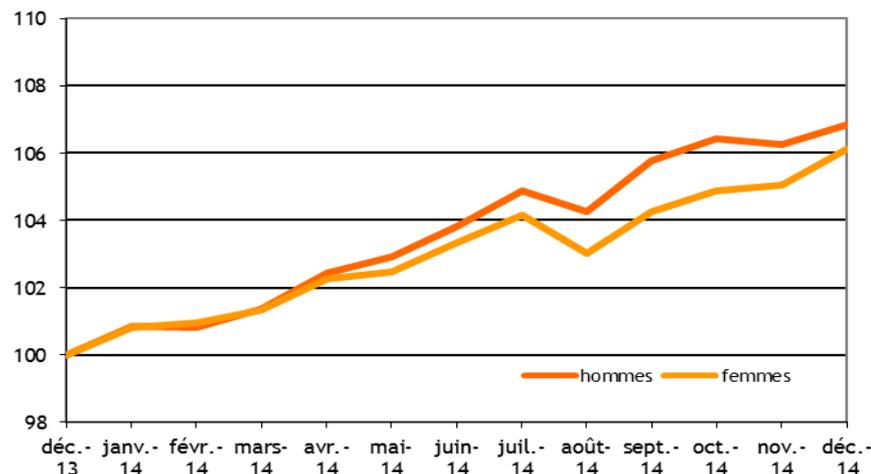
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

La demande d'emploi en Île-de-France augmente en décembre 2014 de +0,6 % pour les hommes et de +1,0 % pour les femmes. En France métropolitaine, la hausse est identique pour les hommes et pour les femmes (+0,8 %).

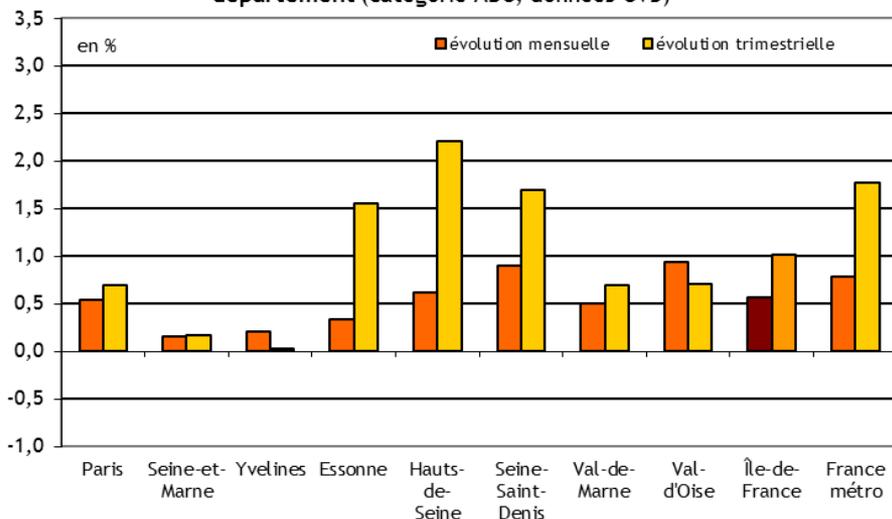
La Seine-et-Marne et les Yvelines sont les départements où l'écart est le plus important, avec une demande d'emploi masculine qui progresse très légèrement, tandis que celle des femmes augmente de manière soutenue.

Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi en catégorie ABC croît sensiblement plus vite pour les femmes (+1,8 %) que pour les hommes (+1,0 %). En France métropolitaine, l'augmentation est quasiment identique pour les deux sexes sur cette même période.

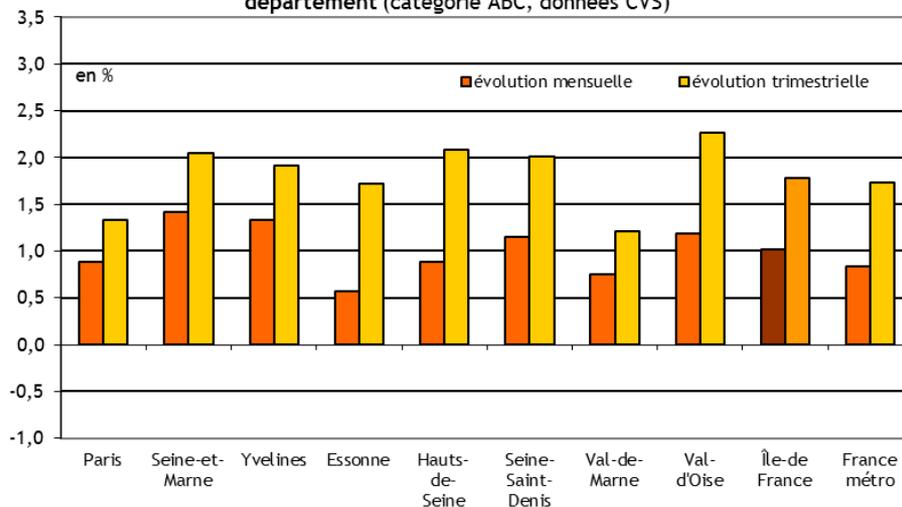
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 décembre 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de décembre 2014

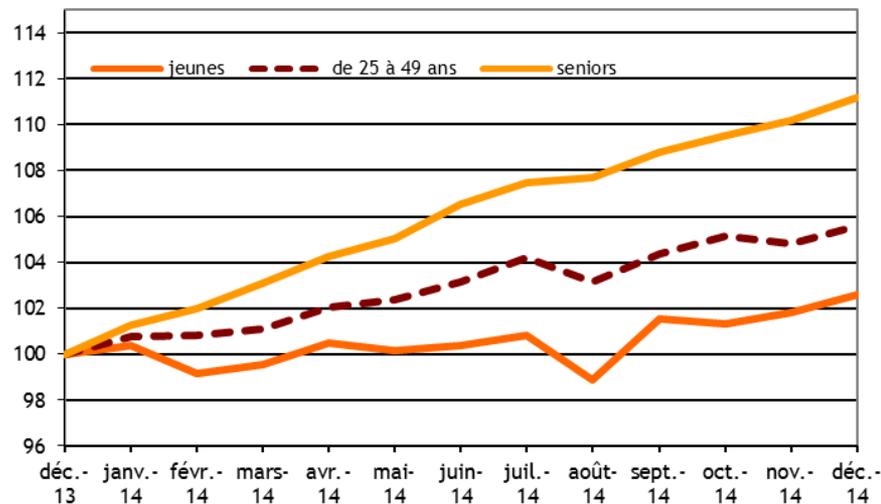
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi augmente en Île-de-France au mois de décembre 2014 (+0,8 %), après avoir déjà augmenté en novembre. La hausse trimestrielle atteint +1,0 %. Au niveau national, le nombre de jeunes demandeurs augmente de +0,5 % en décembre et de +1,0 % sur les trois derniers mois.

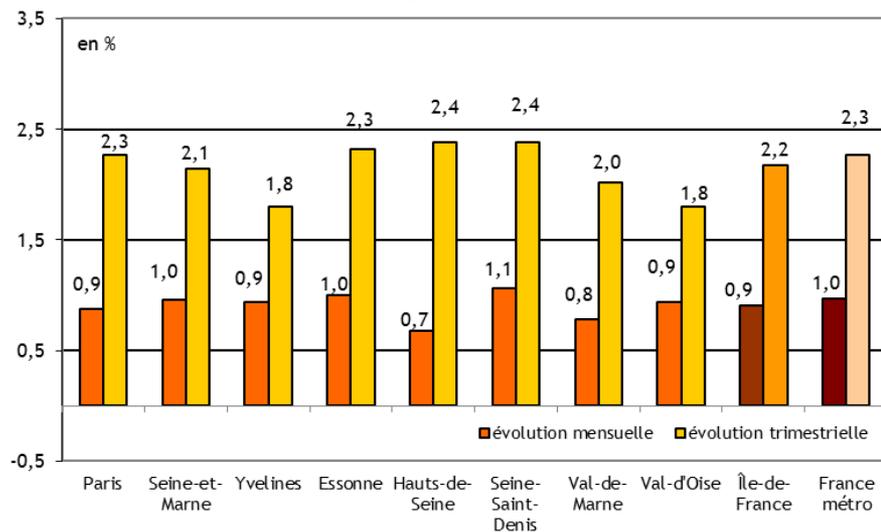
Le Val-de-Marne est le département le plus touché par la hausse du nombre de jeunes inscrits sur trois mois, suivi par l'Essonne et les Hauts-de-Seine. A l'inverse, le Val-d'Oise enregistre la seule baisse trimestrielle en Île-de-France ; la hausse est modérée dans les Yvelines et la Seine-Saint-Denis.

La demande d'emploi des seniors augmente à nouveau de manière soutenue dans tous les départements franciliens (+0,7 à +1,1 %) et au niveau national (+1,0 %).

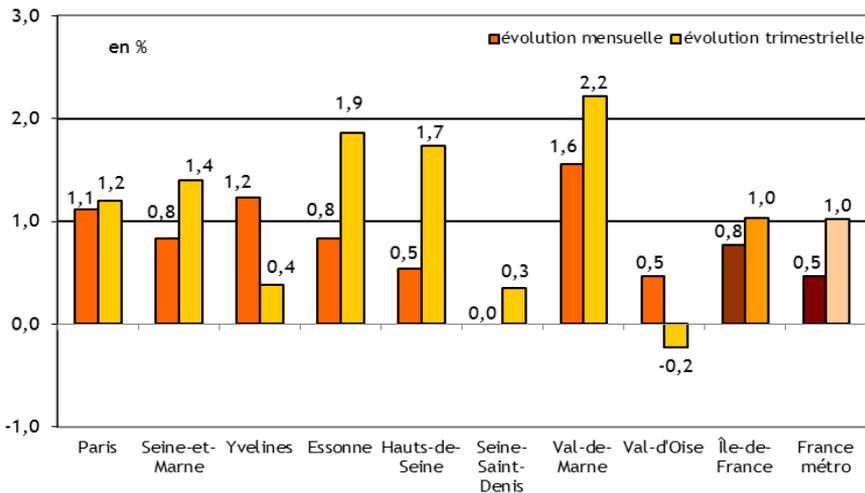
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 décembre 2013)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de décembre 2014

Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle et par métier

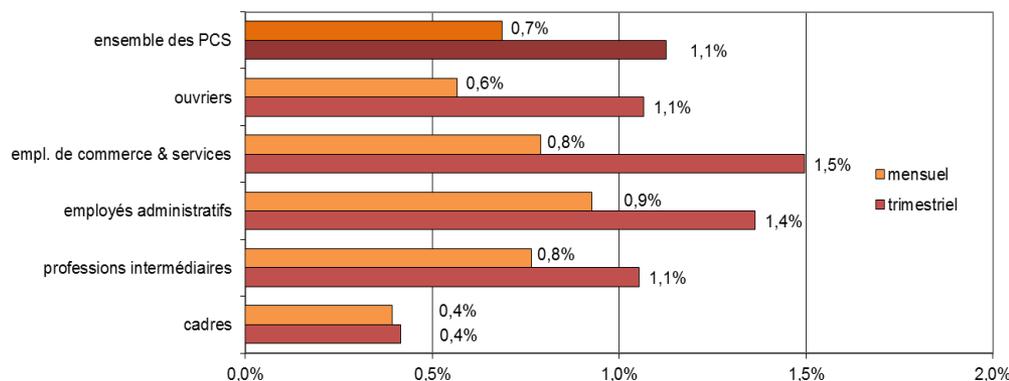
En décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC augmente pour toutes les catégories professionnelles (les évolutions allant de +0,4 % pour les cadres à +0,9 % pour les employés administratifs).

Sur trois mois, seuls les cadres sont relativement épargnés par la hausse (+0,4 %) tandis que la hausse va de +1,1 % à +1,5 % pour le reste des catégories professionnelles.

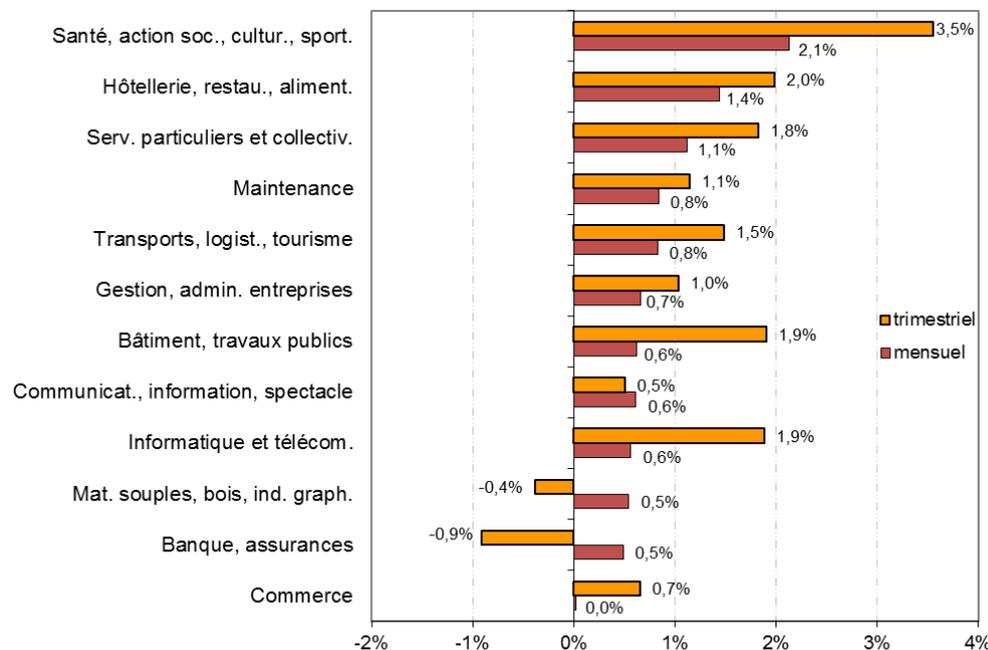
Au mois de décembre, le nombre de demandeurs d'emploi reste stable dans le commerce et augmente le plus fortement dans les métiers de la santé, action sociale, culturelle et sportive (+2,1 %), qui connaissent aussi la plus forte progression trimestrielle (+3,5 %). L'hôtellerie et restauration et les services aux particuliers et aux collectivités connaissent également une forte hausse mensuelle et trimestrielle. L'informatique et les télécommunications ainsi que le bâtiment et les travaux publics augmentent plus modestement en décembre, mais connaissent une hausse trimestrielle du même ordre.

Les seules baisses sur trois mois concernent les métiers de la banque et des assurances ainsi que ceux des matériaux souples, du bois et de l'industrie graphique, qui progressent néanmoins tous deux de +0,5 % en décembre.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de décembre 2014

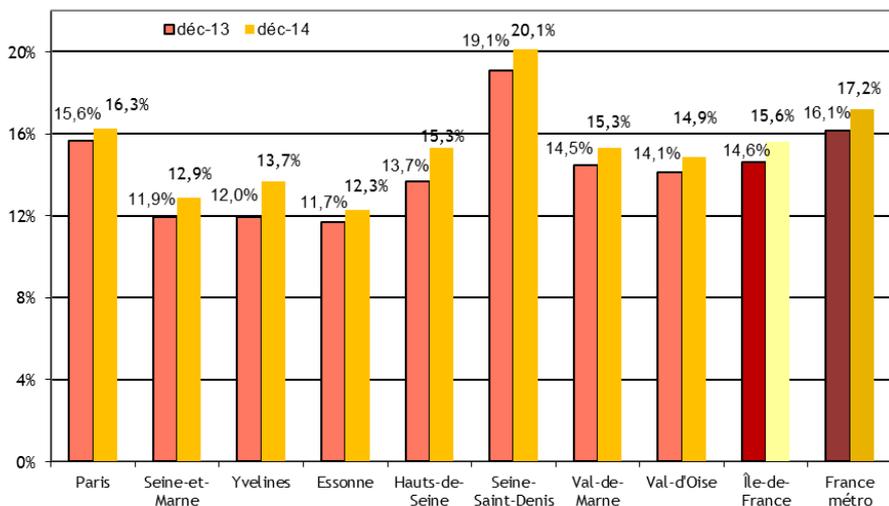
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,8 % en Île-de-France et de +11,3 % en un an. L'évolution des demandeurs inscrits depuis moins d'un an est de +0,8 %, mais seulement de +3,2 % sur un an.

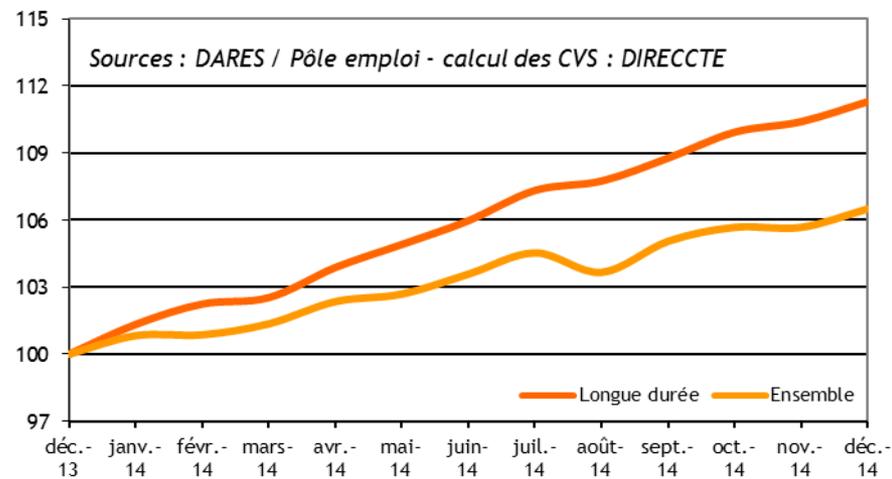
La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus s'élève à 42,8 %, contre 40,9 % un an auparavant.

15,6 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, contre 17,2 % en France métropolitaine. En un an, cette part a progressé de +1,0 point en Île-de-France et de +1,1 point au niveau national.

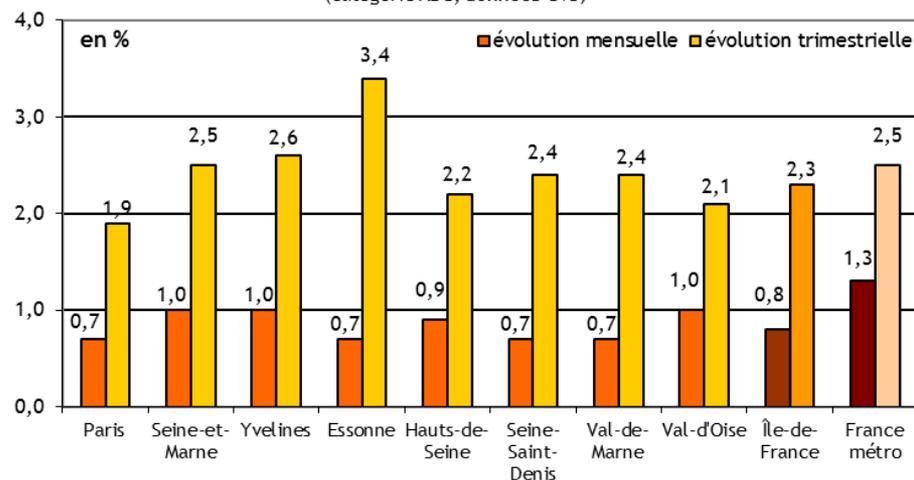
Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 décembre 2013)



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les entrées et les sorties à la fin du mois de décembre 2014

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

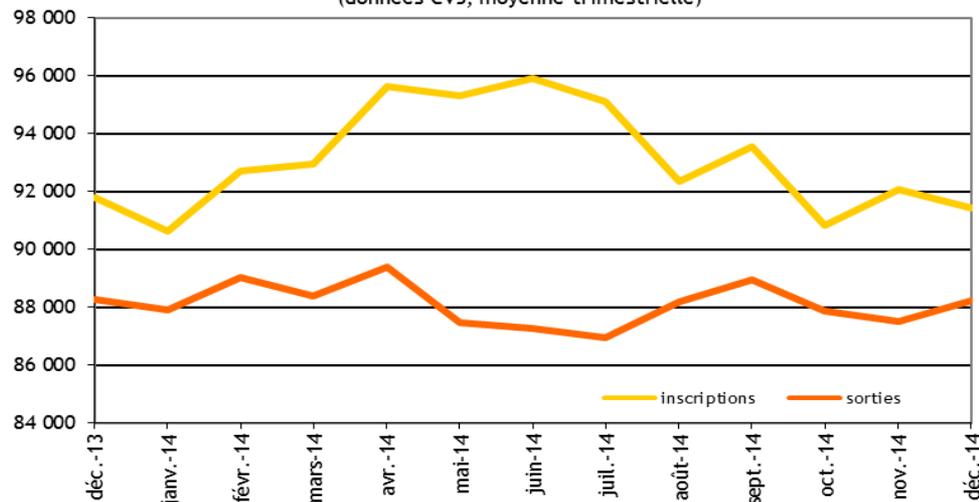
En décembre 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi augmente fortement par rapport au mois de novembre (données corrigées des variations saisonnières) tandis que le nombre de sorties progresse plus modestement.

En revanche, en moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées se replie légèrement tandis que le nombre de sorties augmente un peu.

Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, le nombre d'entrées augmente pour les motifs de fin de contrat à durée déterminée et de fin de missions d'intérim. Il diminue pour les motifs de licenciement, de démission et de première entrée.

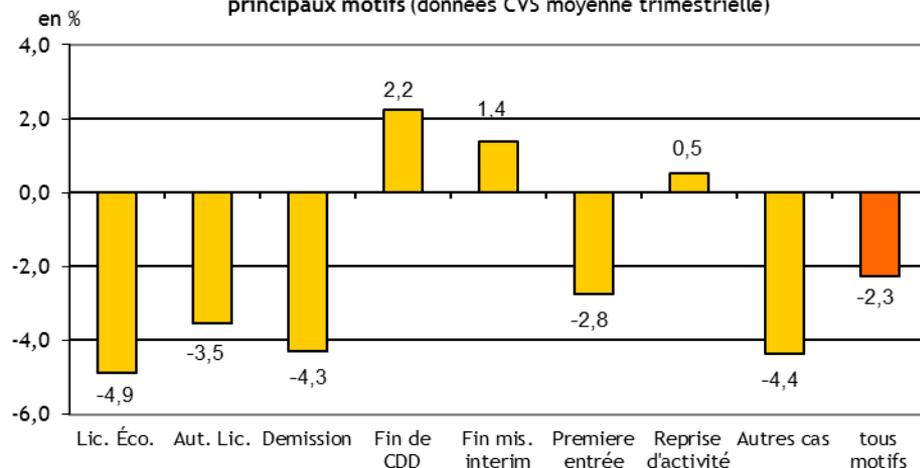
Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 46 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les radiations administratives (9 % des motifs) diminuent fortement et les reprises d'emploi déclarées (17 % des motifs) reculent légèrement. Les entrées en stage (7 % des motifs) connaissent quant à elles une très forte hausse.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 3ème trimestre 2014

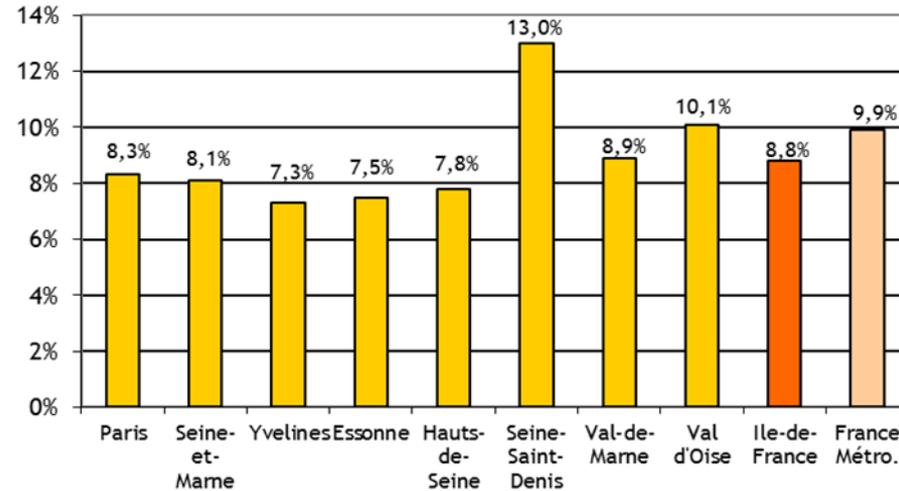
➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4^{ème} trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétrolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

□ Au troisième trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2014. En France métropolitaine, il augmente également de +0,2 point, pour atteindre 9,9 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point tandis qu'il demeure stable sur l'ensemble du territoire français. Le taux francilien reste néanmoins nettement inférieur (-1,1 point) au taux national (hors DOM).

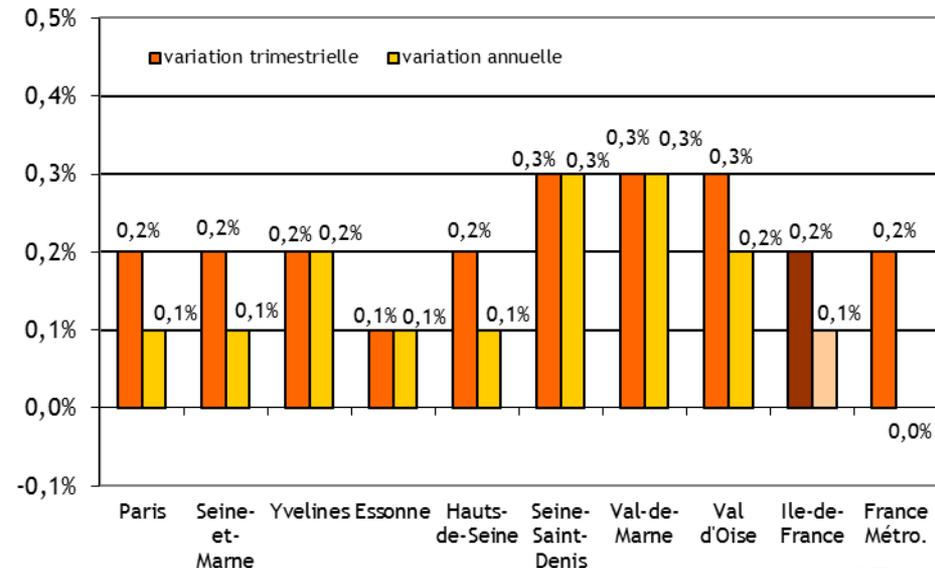
□ La Seine-Saint-Denis est toujours le département francilien où le taux de chômage est le plus fort, atteignant 13,0 % (+0,3 point par rapport au deuxième trimestre). Il est suivi par le Val-d'Oise où il s'élève à 10,1 % (+0,3 point également). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2014



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2014



Source : INSEE

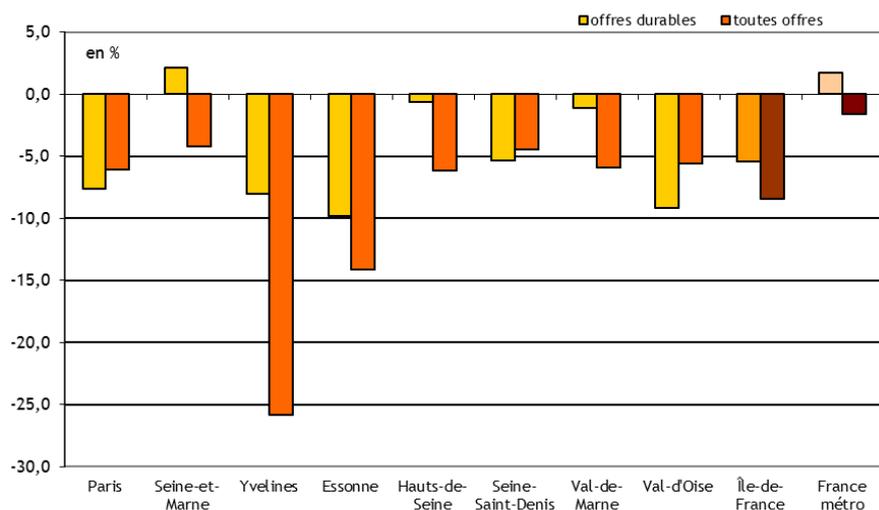
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin décembre 2014

En décembre 2014, 39 420 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 23 640 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres augmente légèrement, après la forte baisse du mois précédent.

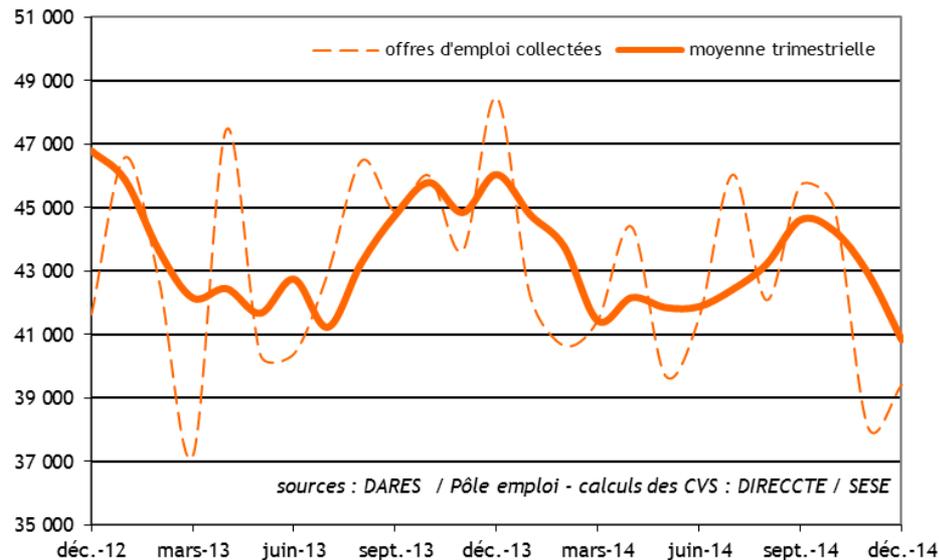
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue fortement, les offres non durables étant les plus affectées par la baisse.

En France métropolitaine, la baisse des offres d'emploi est moins marquée au cours des trois derniers mois, avec même une légère augmentation du nombre d'offres durables.

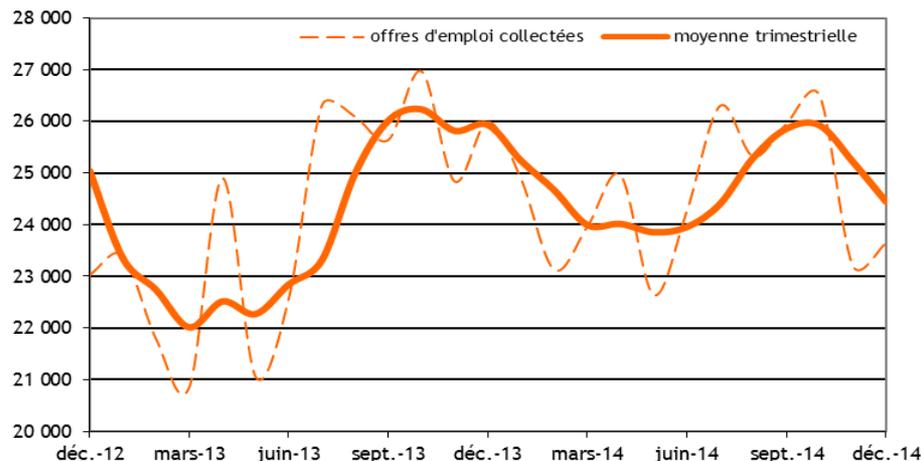
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis décembre 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis décembre 2012 (données CVS)



L'intérim à fin octobre 2014

260 000 contrats d'intérim ont été signés au mois d'octobre 2014 dans les établissements franciliens, soit une moyenne de 92 100 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

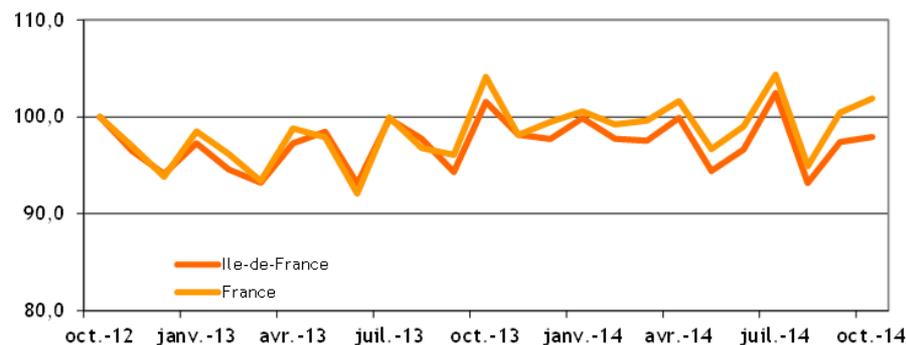
Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP s'est stabilisé ce mois-ci. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est en baisse : -1,7 % par rapport aux trois mois précédents.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie se stabilise après plusieurs mois de hausse : +0,0 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents. En particulier, la fabrication de matériels de transport progresse de 4,8 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

La construction enregistre un net recul de l'activité intérimaire, le plus important depuis plus de 5 ans : -8,9 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

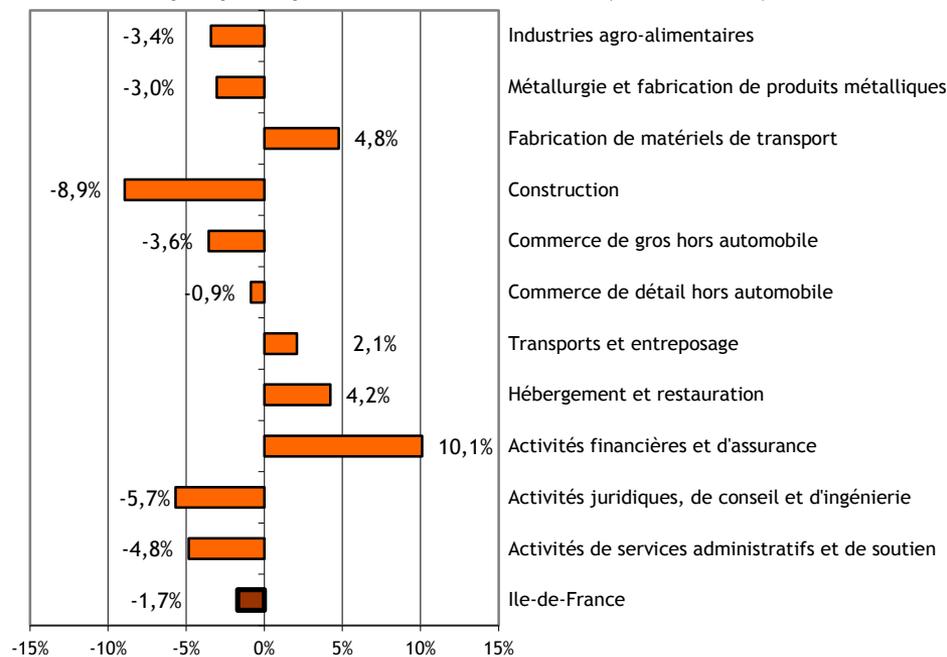
Le tertiaire est en légère diminution (-0,2 %), avec des différences suivant les secteurs d'activité. Ainsi, le nombre d'EETP est en forte baisse dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie et dans les activités de services administratifs. *A contrario*, les activités financières et l'hébergement/restauration enregistrent des hausses.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin octobre 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (donnée CVS)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 3ème trimestre 2014

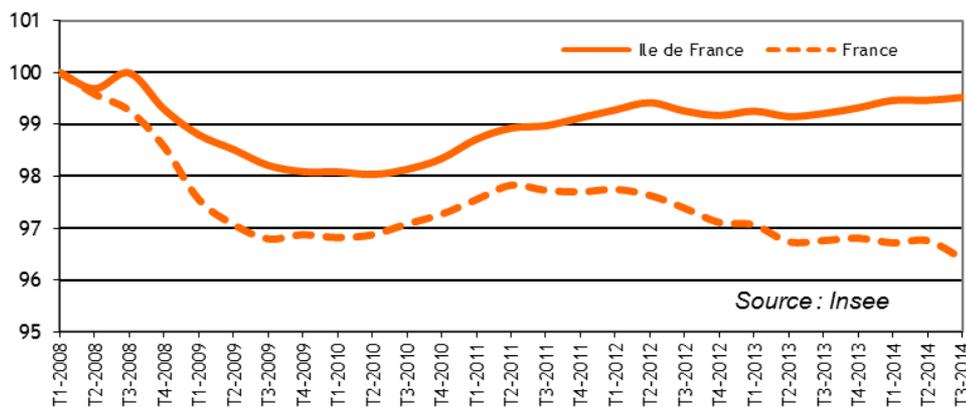
□ Au troisième trimestre 2014, l'emploi salarié marchand continue de très légèrement progresser (+2 400 emplois, soit +0,1 %) selon les estimations provisoires de l'Insee, à l'image des précédents trimestres. En France métropolitaine, on assiste en revanche à un repli (-0,4 %, soit -55 200 emplois).

□ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,3 % en région francilienne, tandis qu'il recule de -0,4 % en France métropolitaine.

□ Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions assez différenciées par rapport au trimestre précédent. L'emploi salarié marchand augmente nettement en Seine-Saint-Denis (+0,8 %, +3 300 postes) et à Paris (+0,4 %, soit +4 800 postes). Les plus fortes baisses touchent la Seine-et-Marne (-0,6 %, soit -1 900 emplois) et le Val-d'Oise (-0,5 %, soit -1 600 postes).

□ En rythme annuel, on retrouve les plus fortes hausses en Seine-Saint-Denis (+1,6 %, +6 400 postes) et à Paris (+1,0 %, +13 100 emplois). Sur un an, le département qui perd le plus d'emplois reste les Yvelines (-1,7 %, -6 300 postes), après la destruction de près de 5 800 emplois lors du premier trimestre de l'année. Les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise connaissent également une baisse, mais qui reste modeste (-0,3 %).

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3ème trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 2ème trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 3ème trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 282 740	4 772	0,4	13 101	1,0
Seine-et-Marne	300 252	-1 934	-0,6	1 393	0,5
Yvelines	366 872	-291	-0,1	-6 260	-1,7
Essonne	299 192	-1 338	-0,4	997	0,3
Hauts-de-Seine	813 068	-1 129	-0,1	-2 077	-0,3
Seine-Saint-Denis	396 903	3 314	0,8	6 409	1,6
Val-de-Marne	357 061	-1 618	-0,5	75	0,0
Val-d'Oise	261 402	588	0,2	-864	-0,3
Ile-de-France	4 077 489	2 364	0,1	12 773	0,3
France métropolitaine	15 373 300	-55 200	-0,4	-55 300	-0,4

Source : Insee

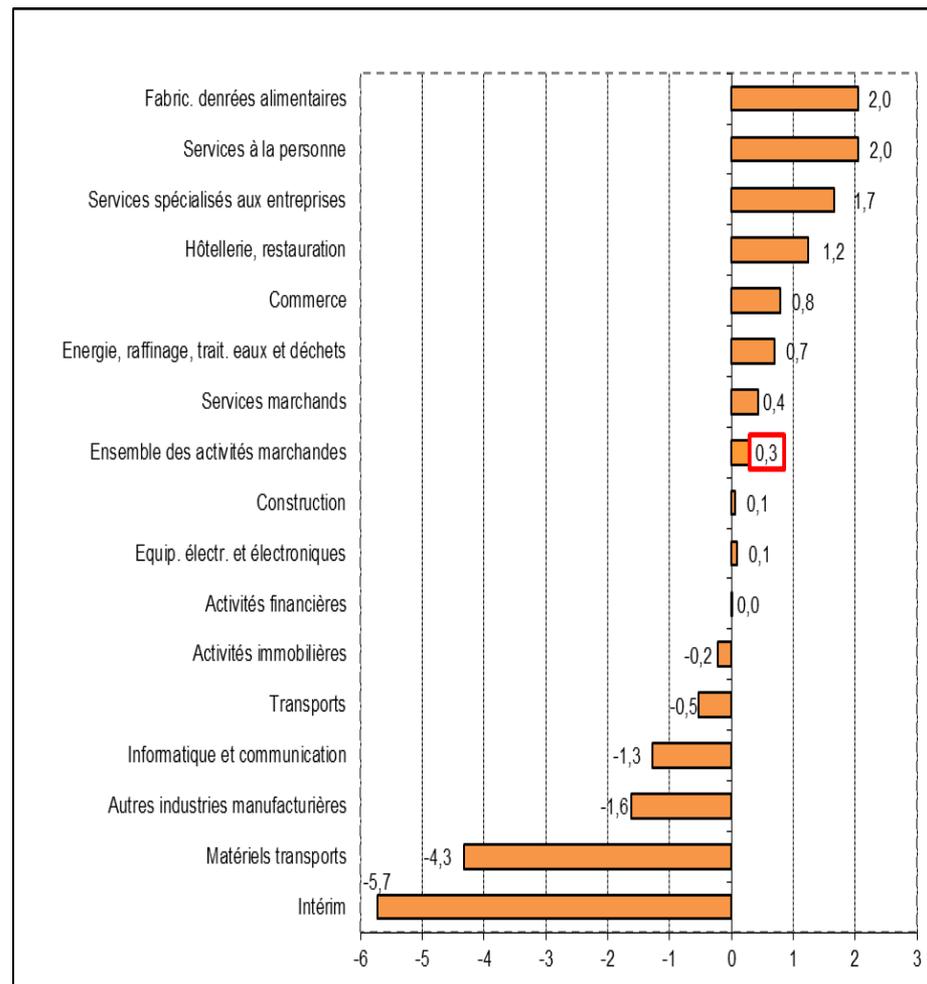
L'emploi salarié au 3ème trimestre 2014

□ Au troisième trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie se maintient en Île-de-France (+0,1 %), après sept trimestres consécutifs de baisse. L'emploi reste également stable dans le commerce (0,0 %) et pour les services marchands (+0,1 %). Dans la construction, on constate en revanche un recul de l'emploi salarié marchand (-0,5 %).

□ Sur un an, le commerce enregistre une hausse de plus de 5 400 emplois (+0,8%) tandis que le nombre de salariés stagne dans la construction (+0,1 %, soit +200 postes). L'industrie connaît une baisse annuelle de l'emploi salarié marchand (-1,0 %, soit -4 500 emplois). En son sein, la plus forte baisse touche la fabrication de matériels de transports. Les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) sont aussi impactées par la baisse.

□ Les services marchands gagnent 11 600 emplois (+0,4 % sur un an). Les services à la personne enregistrent la plus forte hausse (+2,0 %) suivis par le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) à +1,7 %. Ces deux secteurs ont néanmoins peu évolué lors du troisième trimestre. A l'inverse, l'intérim baisse fortement, annuellement (-5,7 %) et sur le dernier trimestre (-3,5 %). L'emploi au sein de l'informatique, des médias et de la communication affiche une baisse sur un an (-1,3 %) mais progresse sur le trimestre (+0,4 %).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3^{ème} trimestre 2013 et le 3^{ème} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en décembre 2014

➤ Depuis le 1er octobre, le service de l'activité partielle est dématérialisé. Pendant la période transitoire de mise en place de ce nouveau système, les données statistiques restent provisoires et susceptibles d'être modifiées.

❑ En décembre dernier, 269 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte.

❑ Elles correspondent à 1 641 112 heures de travail autorisées à être chômées, c'est le chiffre le plus élevé constaté depuis septembre 2009.

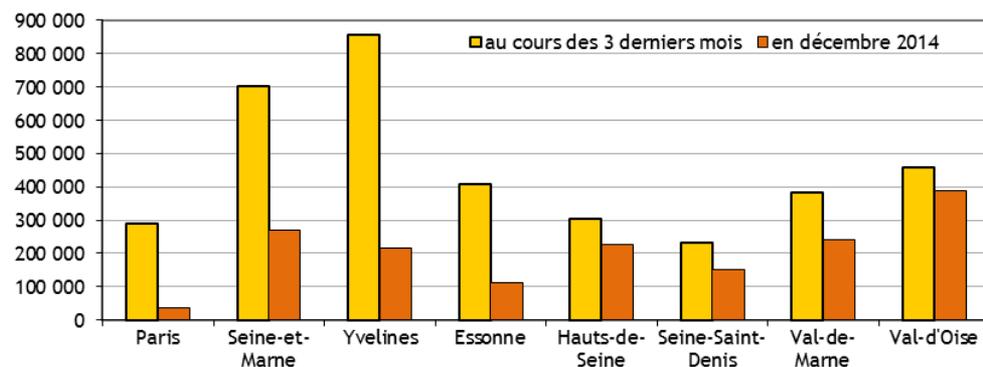
❑ Le département du Val d'Oise concentre 24 % des heures d'activité partielle autorisées en décembre dernier.

❑ La Seine-et-Marne est le deuxième département le plus touché avec 16 % des heures.

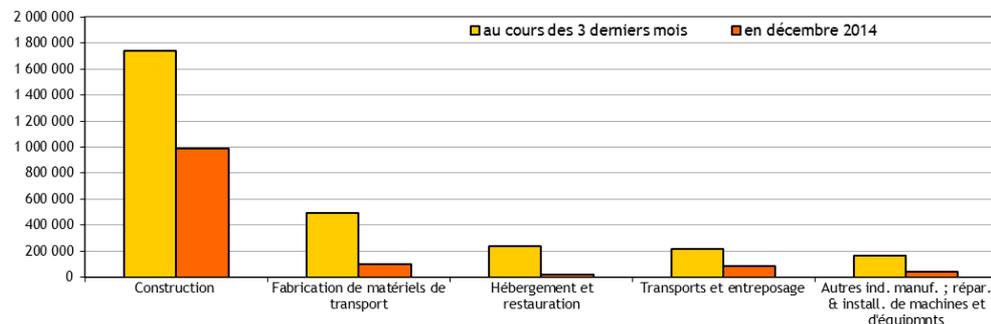
❑ Sur les 3 derniers mois, le département des Yvelines cumule 48 % des heures autorisées.

❑ 987 921 heures ont été autorisées dans le secteur de la construction réparties en 86 demandes ce mois. Plus de 700 000 heures sont concentrées dans le secteur du génie civil.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en décembre	269	36	38	38	21	25	28	23	60
cumul 2014	1 802	367	224	214	222	178	178	156	263
Heures associées en décembre	1 641 112	35 905	268 462	217 179	110 786	226 755	153 235	241 848	386 942
cumul 2014	8 948 266	1 391 230	1 132 000	1 605 353	958 713	930 536	951 278	916 392	1 062 764

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les procédures de licenciement collectif en décembre 2014

En décembre, 41 procédures concernant 1 216 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. Ce mois encore, le nombre d'emplois menacés par les procédures reste à un niveau bas, dans la lignée de ce dernier semestre.

Parmi ces emplois, 301 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

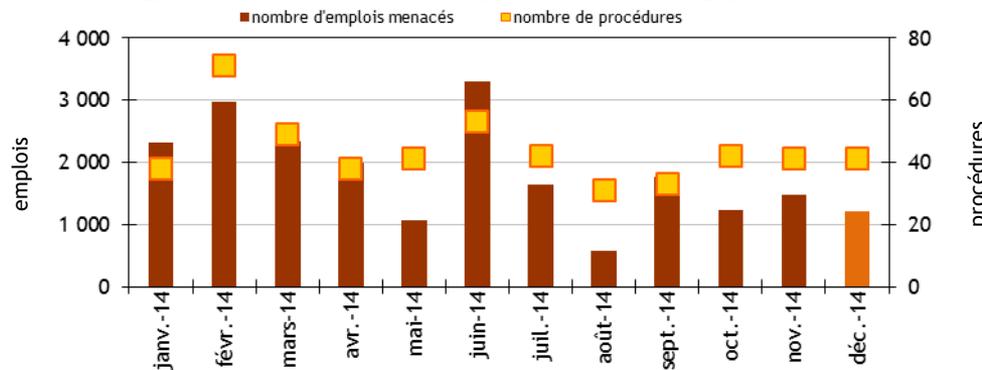
Ce mois, aucun département ne compte 1 emploi local sur 1 000 menacé par les procédures. Les départements qui concentrent le plus de menaces en proportion du nombre de postes qu'ils abritent sont les Yvelines et la Seine-Saint-Denis.

A l'inverse, les départements du Val-de-Marne et du Val-d'Oise sont particulièrement épargnés, les autres départements se trouvant dans une position médiane.

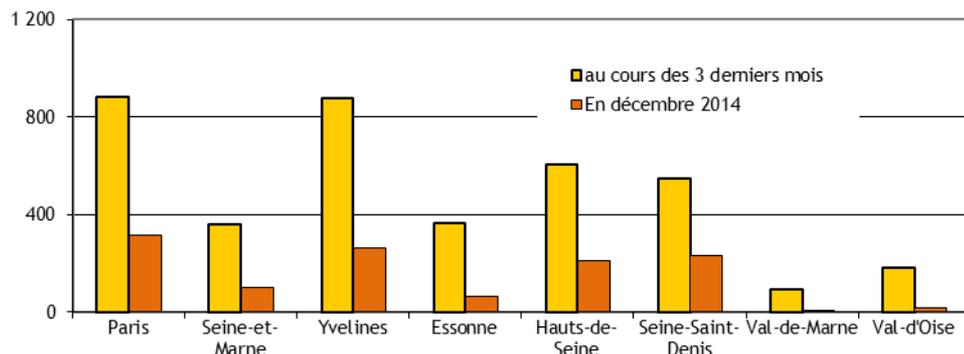
Le secteur menaçant le plus d'emplois en proportion de son nombre de postes franciliens est celui de l'industrie pharmaceutique. Ce secteur a été durement touché ces derniers mois. la procédure actuelle met en péril 22 postes.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en décembre	41	14	6	5	3	5	6	1	1
cumul 2014	520	100	63	44	45	121	53	51	43
Salariés concernés	1 216	314	103	262	66	211	232	9	19
cumul 2014	21 852	4 165	1 288	2 359	1 529	6 224	3 040	1 498	1 749

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

